



L'exode des Bulgares

Par [Phil Butler](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2019

[New Eastern Outlook](#) 12 octobre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#),
[Histoire, société et culture](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'Union européenne. Un pays, qui pourtant s'appelait autrefois la « Silicon Valley du bloc de l'Est », sur le point de s'effondrer socialement. Les Bulgares quittent leur pays en nombre alarmant. Voici un aperçu de ce qui était autrefois une nation au potentiel illimité, transformée en un désastre sans espoir.

La section démographie des Nations Unies affirme que la Bulgarie perdra 23% de sa population restante d'ici 2050. Depuis des années, le pays connaît un exode vers des pâturages plus verts. Depuis la chute du mur de Berlin, la Bulgarie est sur un déclin économique et social comme aucun autre pays d'Europe. Dans les années 1960, les niveaux élevés de productivité et de développement social de la Bulgarie faisaient de ce pays un modèle pour les politiques administratives des autres [pays socialistes](#). Selon Transparency International, la Bulgarie se trouve [actuellement](#) au haut de la liste des membres les plus corrompus de l'UE.

Une donnée économique révèle la principale raison pour laquelle les Bulgares quittent leur pays. Aujourd'hui, environ 23% des Bulgares restés au pays vivent dans une pauvreté abjecte. Ce pays qui était une puissance industrielle à l'époque soviétique est aujourd'hui une industrie de services (66%) en déclin. Alors que le taux de chômage est relativement faible (environ 6 %), les travailleurs ne gagnent qu'environ 495 euros par mois. Si l'on considère le PIB par habitant, l'économie bulgare n'a pas augmenté par rapport aux chiffres de 1973. De 1980 à 1988, la Bulgarie a connu des pics de croissance spectaculaires. Après la chute du mur, le pays a sombré dans l'instabilité et la croissance négative. Ce n'est que dans les années qui ont précédé la Grande Récession que le pays a pu récupérer une partie de son potentiel. Mais depuis le ralentissement économique de 2008, la Bulgarie a connu un taux de croissance moyen de 1,32 % avec un pic à 3,81 %.

Pendant l'ère Georgi Dimitrov, la Bulgarie était considérée comme un État relativement privilégié au sein de la grande Union soviétique. Aujourd'hui, le nom du pays franchit rarement les lèvres des décideurs bruxellois, à moins qu'il n'y ait un problème. En Bulgarie, seule une personne sur neuf estime que la situation du pays s'est améliorée depuis l'adoption du capitalisme. En conséquence, 60 000 Bulgares quittent leur pays chaque année, dont la moitié se rend en Allemagne. Et la « fuite de cerveaux » qui en résulte, car ce sont les meilleurs et les plus brillants qui cherchent de meilleures conditions de vie, ne fait qu'exacerber la spirale descendante du pays.

Des signaux récents montrent que la situation générale en Bulgarie se détériore plutôt qu'elle ne s'améliore. Lorsque le vice-premier ministre bulgare, Krasimir Karakachanov, a

demandé à la plus grande ONG bulgare de défense des droits de l'homme, le Comité Helsinki bulgare, de fermer ses portes récemment, Amnesty International et Human Rights Watch ont [pété un câble](#).

La Bulgarie connaîtra bientôt une pénurie de médecins qualifiés. Ce rapport indique que l'âge moyen des médecins généralistes est supérieur à 39 ans. Près de 40 % des généralistes du pays ont plus de 60 ans et 17 % ont plus de 65 ans. La tendance est à la catastrophe imminente d'un système social s'effondrant complètement. Heureusement, la Bulgarie a réussi à maintenir sa dette à un niveau raisonnable, contrairement à la Grèce voisine.

Le sort de la Bulgarie peut être attribué à deux problèmes fondamentaux. Premièrement, l'Union européenne n'a jamais eu pour objectif de créer une union d'États-nations riches et égaux entre eux. Les pouvoirs centraux, si je peux les appeler ainsi, se sont intéressés à la supériorité et au contrôle depuis l'âge des ténèbres. L'Allemagne et la France domineront et exerceront un effet de levier, comme elles l'ont toujours fait. A un moindre degré, les autres membres importants et/ou influents le feront aussi. L'Europe de l'Est, dans l'ensemble, est une vaste arrière-cour destinée à nourrir les membres les plus prospères. Je pense que nous pouvons le voir dans les échanges commerciaux et les flux monétaires, ainsi que dans les caractéristiques commerciales. Pour beaucoup, cela était prévisible lorsque le système soviétique a échoué. Mais la cause profonde peut être attribuée aux fonctionnaires communistes qui ont destitué Jivkov. Au pouvoir jusqu'en 1997, ces médiocres bulgares vendus n'étaient pas seulement ineptes, ils étaient au pouvoir à un moment où les Bulgares auraient eu besoin d'un leadership fort pour forger la voie capitaliste.

Les Bulgares peuvent blâmer l'hégémonie anglo-européenne qui a comblé le vide lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Pendant une décennie, le dirigeant bulgare s'est occupé des seuls « proxénètes » qu'il avait, Bruxelles et l'OTAN. En 2004, la Bulgarie avait mendié, supplié et s'était suffisamment agenouillée pour satisfaire les Américains. Puis, en 2007, le pays a enfin atteint la « terre promise » de la prospérité européenne, seulement pour que Wall Street tire le tapis sous ses pieds. Par conséquent, de nombreux Bulgares considèrent aujourd'hui le capitalisme et la démocratie occidentale comme un désastre. [Ce rapport](#) du Centre Pulitzer nous dit à quel point la situation dans cette nation des Balkans est pitoyable. Malheureusement, l'histoire ne peut que nous donner des améliorations en matière de droits des LGBT et des Roms pour montrer un rayon de soleil bulgare. Yana Paskova espère encore que la Bulgarie parviendra enfin à la prospérité, mais ce n'est pas mon cas.

Les Bulgares ont-ils raison de s'accrocher à leurs regrets de l'époque socialiste ? Cette question semble être la plus poignante. Ce rapport de la *Rand Corporation*, daté de 1986 et intitulé « *The Challenge to Soviet Interests in Eastern Europe : Bulgaria and Czechoslovakia* » [*Le défi aux intérêts soviétiques en Europe de l'Est : La Bulgarie et la Tchécoslovaquie*] examinait les aspects socio-économiques et politiques de ces pays dans une perspective stratégique occidentale. Le rapport, parrainé par la *Fondation Ford*, est presque de la propagande pure et simple, un vœu pieux de clivage entre la Bulgarie et Moscou. Le rapport parle de « prospérité » bulgare avant 1980, à une époque où Ronald Reagan était président. L'auteur de la *Rand* parle également de l'incroyable longévité des quatre nations communistes des Balkans. Le « rôle » de la Bulgarie dans la sphère soviétique est ce qui est le plus révélateur.

En lisant cette évaluation stratégique, nous voyons comment la Bulgarie avait un statut plus élevé en tant que partenaire du système soviétique. Si nous considérons les « systèmes »

comme pertinents, le fait d'être le pays le plus pauvre et le moins respecté de l'UE est moins souhaitable que le statut et la prospérité économique du pays dans le système soviétique. La *Rand* nous parle du soutien apporté par le Kremlin à l'économie bulgare. Ou, comme le dit l'auteur de la *Rand*, « ...il ne peut y avoir aucun doute sur les avantages matériels de la connexion soviétique. » Le rapport discute ensuite du « ...sentiment traditionnel pro-russe de nombreux Bulgares qui résulte d'affinités historiques, raciales et culturelles ». Et cela confirme les arguments que les Bulgares étaient mieux lotis à l'époque.

L'Union soviétique (la Russie) a soutenu la Bulgarie d'une manière que l'Union européenne ne veut pas faire. Il s'agit d'un aspect du dysfonctionnement global de l'UE dans son ensemble. Bruxelles, ou pour être plus précis Berlin, n'a jamais été du côté des Bulgares ou des autres nations des Balkans. Selon la *Rand*, le « progrès » relatif de la Bulgarie était un sujet que les groupes de réflexion occidentaux semblent avoir dû aborder. Le rapport susmentionné est truffé de rationalisations qui entrent en conflit les unes avec les autres et avec les faits. Ceci est reflété par ce qui suit :

« Le progrès économique de la Bulgarie est symbolisé par son statut dans le cadre de la spécialisation du COMECON comme l'un des principaux producteurs de chariots élévateurs et de divers produits électroniques et électriques. »

Ainsi, au sein du COMECON, l'organisation économique dirigée par l'Union soviétique de 1949 à 1991, le « rôle » de la Bulgarie était spécialisé d'une manière que l'UE et ses nations principales n'ont pas réussi à imiter. Les [principales exportations](#) de la Bulgarie sont actuellement le minerai de cuivre, le pétrole brut, les textiles (2,75 milliards d'euros) et les médicaments emballés. L'Allemagne est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Bulgarie, le cuivre brut étant le principal produit importé, suivi d'autres minerais métalliques, puis des vêtements pour hommes et femmes. Cependant, si vous lisez sur les investissements de l'Allemagne en Bulgarie, vous lirez que les Allemands importent autant de voitures et de pièces détachées que de ressources naturelles. C'est, bien sûr, faux. Les principales importations allemandes hors ressources naturelles sont les équipements électriques, les machines et les vêtements.

Enfin, si nous examinons les principaux investisseurs étrangers en Bulgarie, à savoir les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Autriche, nous constatons qu'il existe un schéma familier. Comme c'est le cas dans d'autres pays d'Europe de l'Est, les Allemands profitent de bas salaires et d'incitations fiscales, investissent dans la construction d'épiceries comme Lidl et Kaufland du [Schwarz Gruppe](#), tirent leurs revenus des achats des Bulgares et envoient les profits en Allemagne. La Bulgarie est, de fait, le Mexique de l'UE. L'Allemagne en étant les États-Unis.

Et maintenant, vous comprenez la raison principale pour laquelle la Bulgarie est rapidement devenue un État fantôme bordant la mer Noire. La richesse du pays, ses ressources naturelles et son potentiel humain sont utilisés par des acteurs étrangers qui prétendent faire partie d'une plus grande fraternité de nations appelée Union européenne.

Ce qui arrive à la Bulgarie n'est pas sans précédent historique. Après la Grande Dépression, Terre-Neuve a vu son économie tomber en lambeaux et est redevenue volontairement une colonie britannique en 1934. Puis, en 1949, ce pays peu peuplé est devenu partie intégrante du Canada. Oh, et il y a la Yougoslavie, un pays qui était l'une des nations les plus fortes d'Europe sous la direction de l'homme d'État révolutionnaire Josip Broz Tito.

Après sa mort, l'alliance anglo-européenne a décidé de découper ce pays en parties gérables, ce qui a laissé une poignée de satrapes dans le besoin, devenus dépendants de Bruxelles et de l'OTAN. On ne peut qu'espérer que la Bulgarie ne devienne pas un sujet pour les livres d'histoire comme la Yougoslavie. Mais si tout le monde quitte le pays, les épiciers allemands de Lidl et le [Schwarz Gruppe](#) n'auront plus personne à qui vendre de la nourriture, ce qui sera une mauvaise nouvelle pour les investisseurs allemands. Oh, et les centres de vente en gros du Groupe METRO feront faillite aussi, tandis que Festo devra chercher ailleurs de la main d'œuvre moins chère pour faire des contrôles électriques. Désolé, il fallait le dire.

Réveille-toi Bulgarie. Il doit bien y avoir un moyen de vivre le rêve bulgare.

Phil Butler

Article original en anglais : [The Exodus from Bulgaria: The EU's Mexico](#), New Eastern Outlook, le 12 octobre 2019

Traduit par Wayan, relu par San pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [New Eastern Outlook](#)
Copyright © [Phil Butler](#), [New Eastern Outlook](#), 2019

Articles Par : [Phil Butler](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca